

Questions orales

Le taux de croissance du crédit commercial est de 11 ou 11,5 p. 100 ces derniers mois, tandis que celui du crédit à la consommation, bien qu'il soit tombé d'environ 18 à 15 p. 100, est encore élevé. Ces deux niveaux de taux de croissance du crédit bancaire sont clairement inflationnistes à un moment où l'économie croît à un taux nominal de 7 ou 8 p. 100.

Le député recommande de stimuler la croissance du crédit commercial et la croissance du crédit à la consommation. Qu'est-ce que cela va provoquer, monsieur le Président? Une grave éruption de l'inflation, et c'est là une chose que nous devons éviter au Canada si nous voulons revenir au niveau de croissance durable et non inflationniste que nous avons connu ces dernières années.

M. Barrett: Monsieur le Président, c'est une question de choix. D'abord, le ministre sait très bien qu'avec l'application de la taxe sur les produits et services, le gouvernement interviendra davantage dans l'économie en allant se servir dans les poches des contribuables et leur prendre une plus grande part de leur revenu disponible. Deuxièmement, le ministre sait très bien qu'en gardant les taux d'intérêt à un haut niveau, il ne fait qu'accroître le service de la dette contractée par son gouvernement et les anciennes administrations libérales. Là aussi on se trouve à soutirer de l'argent à l'économie. Par conséquent, le gouvernement se doit de faire un choix.

Et la voie choisie par le gouvernement me paraît évidente. Il préfère verser des intérêts élevés, puiser dans les recettes générales pour payer les prêteurs étrangers, au lieu de créer plus de richesses dans ce pays avec un taux d'inflation acceptable. Le choix est clair. Je demanderais au ministre de bien vouloir répondre à la question suivante: Est-ce le ministre, M. Crow ou le gouvernement qui a décidé de maintenir les taux d'intérêt élevés et de grossir les rangs des chômeurs canadiens afin de satisfaire une obsession quelconque de la droite?

M. Wilson (Etobicoke—Centre): Monsieur le Président, je trouve la question du député très intéressante, mais je crois qu'il devrait peut-être jeter un coup d'oeil à ce qu'il a lui-même accompli. Lorsqu'il a été élu premier ministre de la Colombie-Britannique, la province affichait un excédent de cent millions de dollars. À son départ, la province accusait un déficit de cent millions de dollars. On voit à quel point le député sait comment diriger un gouvernement et appliquer des politiques.

Le député soutient que tout est question de choix. C'est vrai. Des choix très importants s'imposaient, et nous les avons faits. Je crois que nos réalisations au cours des cinq dernières années sont éloquentes.

Le député a parlé des taux d'intérêt élevés et de leur impact éventuel sur l'état des finances du gouvernement du Canada et sur l'économie. Nous sommes conscients du problème. Si nous avons opté pour une politique budgétaire et monétaire qui vise à réduire l'inflation, c'est parce que nous sommes conscients des incidences que l'inflation peut avoir sur le pays, et des effets continus qu'elle peut avoir sur les taux d'intérêt. Nous sommes conscients des effets néfastes à long terme qu'un taux d'inflation élevé peut avoir sur la position concurrentielle et sur l'économie de notre pays. C'est ce que nous essayons d'arrêter. C'est le choix que nous avons fait, et nous ne nous écartons pas de la voie que nous avons choisie.

* * *

L'AGRICULTURE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les agriculteurs des Prairies sont aux prises avec la pire crise financière depuis 50 ans. Dans ma province, le Manitoba, on estime que, l'an prochain, le revenu agricole diminuera, pas seulement de quelques points de pourcentage, mais bien de 87 p. 100. Ce sont là les chiffres donnés par le ministre lui-même. C'est lui qui doit être tenu responsable. C'est lui qui a sabré dans les programmes d'aide aux agriculteurs. Ma question est la suivante: que fera le ministre au sujet de ce désastre qui guette le secteur agricole?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, pour tirer les choses au clair une fois pour toutes, entre 1981 et 1984, lorsque le Parti libéral était au pouvoir, le revenu agricole net en espèces s'élevait en moyenne à 3,1 milliards de dollars par année. Au cours des cinq dernières années, cette moyenne est passée à plus de 4 milliards de dollars, soit une augmentation de 30 p. 100 par rapport à l'époque des Libéraux. Par conséquent, les agriculteurs sont certainement beaucoup mieux avec les Conservateurs qu'avec les Libéraux.

En ce qui concerne l'aide directe, entre 1981 et 1984, sous les Libéraux, de 500 millions à 550 millions de dollars ont été versés aux agriculteurs. Entre 1985 et 1989, quelque 2,5 milliards de dollars d'aide directe ont été versés, soit plus de quatre fois plus.